L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, RUE CHARTRES.

Conditions: Quotidienne..... $12 | *payable d'avance.*
De..... Trois fois par semaine, $10 |

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 19 JANVIER 1841.

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

La manière avec laquelle plusieurs honorables membres de la législature ont accueilli la résolution relative au poste militaire de Baton Rouge nous a surpris, nous devons en convenir, quelque habitué que nous soyons à voir l'injustice et l'aberration des partis.

L'un trouve que "la première partie de cette résolution renferme une sévère censure du gouvernement général; l'autre "s'oppose à l'adoption du préambule " dont il conteste l'exactitude et ajoute: Pourquoi " censurer avec tant d'amertume la conduite du gou- " vernement? Qui peut affirmer que le gouverne- " ment devait ou pouvait faire plus ou mieux qu'il n'a " fait ?" Un autre pense "qu'on s'est proposé par là " d'insulter l'administration actuelle ou de faire sa " cour à ceux qui vont bientôt s'emparer du pouvoir. " Un autre trouve que ces odieuses récriminations " renferment une attaque contre son parti et que c'est " une première pierre qui doit donner le signal des " hostilités . . .

En lisant ces débats nous avons d'abord supposé qu'on avait substitué à la résolution primitive quelque résolution contenant en effet une censure amère du gouvernement: ne pouvant supposer que le langage simple et convenable de la résolution eut pu donner lieu à de si violentes attaques. Cependant nous avons depuis la certitude, après de minutieuses recherches, qu'aucune substitution n'avait eu lieu et qu'il s'agissait bien réellement de la proposition originale.

Afin que nos lecteurs puissent en juger par eux mêmes, voici la traduction littérale de la résolution telle qu'elle a été insérée dans le Journal de la Chambre des 13:

"Attendu que le Poste de Baton Rouge, qui est un dépôt militaire pour une grande quantité d'armes et de munitions, a été pendant plusieurs années laissé sans même la protection d'une sentinelle, quoique entouré d'une population exclusive très compacte et dans de voisinage du pénitentiaire; compromettant ainsi et, la vie et la propriété des habitans du voisinage.

"Qu'il soit résolu par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en assemblée générale,

"1o. Qu'ils ont vu avec étonnement &indifférence manifestée par le gouvernement général pour les intérêts de la Louisane en ne tenant nul compte des désirs souvent manifestés par sa législature, au moyen de ses représentans au Congrès relativement à la dépôt dont il est question.

"2o. Que nos Sénateurs et nos Représentans au Congrès soient encore priés de faire comprendre au gouvernement la nécessité de donner sans délai cette attention à cet important sujet, en exposant l'état d'abandon et de position dangereuse où se trouve ce poste militaire; et s'il le faut de voir le Président lui même de l'indispensable nécessité d'y faire stationner d'une manière permanente au moins deux compagnies de troupes—Et que son excellence le gouverneur soit prié d'envoyer à chaqu'un de nos représentans tadis et sénateurs une copie de ces résolutions."

Pourrait-on nous dire, maintenant s'il est cette censure amère du gouvernement, où est cette insulte faite à l'administration! car, pour nous, nous avouons n'y voir rien de tout cela.

Le préambule se borne à constater ce fait à savoir: que le poste militaire de Baton Rouge est depuis plusieurs années laissé sans défense et que la sécurité des habitans du voisinage se trouve ainsi compromise; et l'exactitude de ce fait n'est point contestée par les membres de Baton Rouge, c'est-à-dire par ceux qui sont le mieux à portée d'être bien informés.

La deuxième partie a pour objet de charger nos représentans au Congrès d'obtenir qu'il soit alloué au moins deux compagnies pour la garde du poste.

C'est donc contre la première partie de la résolution que portent toutes les attaques des amis de l'administration. Et en vérité il n'y a pas de quoi faire tant de bruit. Rien plus on ne voit pas quelle phraséologie plus modérée on pourrait employer pour rendre convenablement l'idée que la législature veut exprimer au Congrès.

Le poste militaire de Baton Rouge, qui contient des objets qu'il importe de ne pas voir passer dans des mains ennemies sous peine des plus affreux malheurs, n'a point été gardé. Depuis longtemps on a fait connaître ce fait au gouvernement et le gouvernement a pu agir comme s'il eut pour changer ce dangereux état de choses: depuis plusieurs années le gouvernement a été informé des dangers imminens auxquels nous nous sommes exposés depuis des plus affreux malheurs, qui n'a pas été gardé. Depuis longtemps on a fait connaître ce fait au gouvernement et le gouvernement a pu agir comme s'il eut pour changer ce dangereux état de choses: depuis plusieurs années le gouvernement a été informé des dangers imminens auxquels nous nous sommes exposés depuis des années sans que personne n'ait encore fait pour éloigner ces dangers.

Dans cette situation, ayant à faire entendre de nouveau des plaintes qu'on n'a pas écoutées jusqu'à présent et à présenter encore des réclamations auxquelles on n'a pas daigné faire droit les années précédentes, que pouvait-on dire sinon ce que dit la Résolution: *On a vu avec étonnement l'indifférence manifestée par le gouvernement général pour les intérêts de la Louisane!* où est l'injure! où est l'invective! Aimerait-on mieux qu'on eut mis: *on a vu* AVEC CONSTERNATION *l'indifférence du gouvernement général pour les intérêts de la Louisiane!*—D'un autre côté on ne peut pas dire qu'on a vu *avec plaisir* cette indifférence à protéger nos intérêts, car ce serait porter par trop loin l'abnégation et l'humilité ou pour parler plus exactement ce serait par trop niais.

Que ceux de Messieurs les législateurs qu'effarouche la rédaction de la résolution veuillent d'ailleurs remarquer que notre langage ne doit pas être celui d'un inférieur à son supérieur; mais bien celui d'un état indépendant faisant entendre ses griefs au gouvernement général de la fédération dont il fait partie.

Au surplus il s'agit de trop graves intérêts pour notre population pour qu'on ne doive pas mettre de côté tout sentiment d'esprit de parti: partisans de l'ancienne ou de la nouvelle administration, whigs ou tory, nous devons tous vouloir ce qui peut contribuer au bonheur de la Louisiane. Il serait trop dangereux de laisser longtemps encore le poste militaire de Baton Rouge dans l'état où il est: Aussi ne doutons nous pas que tout le monde ne soit disposé à faire quelques concessions pour arriver par le plus court chemin à un résultat auquel de si grands intérêts sont attachés.

REVELATIONS RELATIVES A LA SUCCESSION GIROD.

Devenu acquéreur d'un vieux secrétaire dépendant de la succession de feu M. Nicolas Girod, M. V. Dejoux y a trouvé des documens qui ne sont pas sans importance pour le public. Hier, par exemple, M. Dejoux assisté de son conseil M. Christoval de Armas, s'est rendu à la Mairie pour y déposer un titre de donation faite par feu M. Girod, sous forme de bon de la somme de cent mille piastres, en faveur de la ville, pour construire un édifice destiné aux orphelins Français de l'Etat de la Louisiane; deux autres titres de la même nature disposent de trente mille piastres en faveur de l'Hopital de Charité; et de trente mille en faveur de l'Asyle des Orphelines.

Le premier document est ainsi conçu:

"Bon à M. le Maire de la ville de la N.-Orléans, au " soussigné par ma succession, pour la somme de cent " mille piastres pour être appropriée à la construction " d'un édifice portant le nom de N. Girod, dans la pa- " roisse d'Orléans, pour y recevoir et venir au secours " des orphelins Français habitant l'Etat de la Loui- " siane.

" Nouvelle-Orléans, 23 Décembre 1837.

" $100,000" N. GIROD.

On parle aussi, hier de diverses autres donnations faites de la même manière, en faveur de quelques personnes dont on citait les noms; mais nous n'avons pour cela aucune autorité.

PRISONNIERS DE BATON ROUGE.

Adams et Hines, les deux prisonniers qui s'étaient évadés du Pénitentiaire de Baton Rouge, ont été reprisés.

Si les renseignemens qui nous sont parvenus sont exacts, Hines aurait été arrêté par un nègre qu'il avait pris du liner ses frs. Od'assure aussi que ce prisonnier a été sévèrement fouetté à sa rentrée dans la prison.

Voici d'ailleurs une lettre que nous adresse M. Lanoue à l'occasion de son arrestation:

Louisiane, Pénitentiaire, Baton Rouge 16 janv. 1841.

MM. les Editeurs de l'Abeille,

Veuillez avoir la complaisance d'insérer dans votre journal que les prisonniers J. S. Adams et D. Hines qui s'étaient échappés du Pénitentiaire, le 13 courant au matin, ont été repris par suite du vol de Mes- sieurs les habitans de la Rivière du Haute; et j'ai aussi la satisfaction qu'ils n'ont pas été aidés par un garde- chasse je l'avais d'abord présumé; c'est à l'aide d'une machine assez ingénieuse et même compliquée de l'invention d'Adams qu'il a introduit un passe-partout dans la serrure de sa cellule et est parvenu à en ouvrir la porte; il a aussi les deux autres qui celle de Hines qui n'a eu qu'à sortir quoique ce dernier soit consistié: 10 ans et perpétuité, il n'a rien fait pour son évasion, et le public en est juste à Adams.

Je vous prie considération Monsieur

votre très dévoué serviteur,

B. LANOUE.

DEPLORABLE ACCIDENT.

Nous apprenons avec peine qu'il est arrivé à M. Pilie, membre de la Chambre des Représentans pour la paroisse de St. Tammany, un accident qui aurait pu avoir les plus funestes conséquences.

Il paraît qu'étant samedi sur le balcon de la maison où il loge, il a été pris d'un vertige, et s'est laissé tomber dans la rue. Sa tête a été fracturée et l'on craint pour ses jours.

☞ M. Joseph Génois a été nommé régister du bureau des terres, en remplacement de M. St. Martin démissionnaire.

THEATRE D'ORLEANS.—Ce soir le charmant opéra d'Auber, le *Chevalier Brunet* et M. Bérnard et M. Nourrit ainsi que Mme. Darmand se feront entendre dans de nouveaux rôles; c'est pour le public une bonne fortune que sans doute il ne négligera pas.

On nous promet ce soir, au Théâtre St-Charles, une représentation qui ne manquera pas d'être fort divertissante, M. Dimond du Théâtre Américain, danseur inimitable, en propose, ils quelques jours un défi général; ce défi a été accepté par M. Mercier, du Kentucky, et un pari de cinq cents piastres, engagé entre les deux parties. Un assaut de ce genre, qui n'a chose toute nouvelle dans notre ville ne peut manquer d'attirer au Théâtre St.-Charles bon nombre de curieux.

Le John Gilpin qui se rendait dans l'Amérique du Sud s'est perdu le 1er courant, en sortant du port de N. w York. Il a été jeté par un violent coup de vent sur le banc de l'Ouest. Le capitaine et l'équipage ont échappé à la mort; mais la cargaison n'a pu être sauvée. Elle valait environ $60,000; $48,000 sont couvertes par les assurances.

Extrait de la correspondance de l'Abeille.
WASHINGTON, 6 janvier.

SENAT—La discussion s'engage au Sénat sur un bill d'une haute importance, présenté par M. Benton. Ce bill établit un système de préemption en faveur des colons des terres publiques, qui ont défriché les dites terres et qui y ont bati une cabane." M. Clay de l'Alabama et M. Benton loi-même prennent la parole en faveur de ce bill, qui est combattu d'une manière vigoureuse par M. Prentiss du Vermont. M. Mangum qui lui succède, blâme l'esprit général du bill et y fait introduire un amendement important qui n'accorde qu'aux blancs libres le bénéfice du susdit bill. Il propose aussi que les seuls citoyens des Etats-Unis soient aptes à jouir de ce même bénéfice. Sur cette motion, M. Calhoun demande que l'état *le système* suivi par les nouveaux Etats et a déclaré qu'il voterait en s'y conformant. M. Clay de l'Alabama répond que, d'après les données qu'il possède, les étrangers ont dans les nouveaux Etats le droit de posséder des terres et que jusqu'à ce jour il n'en est résulté aucun inconvénient. M. Smith de l'Indiana demande alors que la discussion du bill soit renvoyée afin qu'on puisse étudier à fond cet important sujet. M. Buchanan s'élève avec force contre le second amendement de M. Mangum; la même question, dit-il, s'est élevé en 1838 et après discussion il a été décidé qu'on ne frapperait pas les étrangers d'une semblable exclusion. M. Clay du Kentucky déclare qu'il est tout en faveur de cette exclusion et qu'il votera comme il l'a fit en 1838. La discussion continue encore quelque tems; puis l'amendement est rejeté et l'examen du bill est renvoyé à demain.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—Le Président transmet à la Chambre la suite de la correspondance engagée entre le secrétaire d'Etat et le ministre anglais au sujet de l'affaire de la *Caroline* et de McLeod. M. Fox cherche à prouver dans une de ses lettres que les Anglais avaient le droit de s'emparer de la *Caroline* et demande que McLeod soit rendu aux autorités du Canada qui le réclament. Le message du président et les documens que l'accompagnent sont renvoyés au comité des affaires étrangères. Le reste de la séance de la Chambre est consacré à la réception des mémoires et pétitions.

WASHINGTON, 8 janvier...

SENAT—Le Sénat n'a pris encore aucune résolution sur le bill de préemption. M. Clay du Kentucky parlera demain.

CHAMBRE DES REPRESENTANS—La Chambre a offert aujourd'hui un assez singulier spectacle; il s'agissait de l'élection contestée de la Pensylvanie :—M. Naylor et M. Ingersoll se disputent, on le sait, un siège à la Chambre, et le premier n'a été admis à la dernière session que parcequ'il avait reçu la majorité des votes dans son district. Son admission était donc provisoire. Après quelque discussion la Chambre a consenti à entendre M. Ingersoll, l'un des hommes les plus vantés du parti loco-foco en Virginie. On espérait entendre un grand orateur et le désappointement a été complet: M. Ingersoll n'a aucune des qualités qui constituent l'homme éloquent et sa tentative a été des plus malencontreuses. A mesure qu'il parlait, les sièges de la Chambre se dégarnissaient, et sans doute il eut été bientôt réduit à prêcher dans le désert si quelques-uns de ses amis n'eussent fort prudemment réclamé un ajournement.

RAPPORT.
LÉGISLATURE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.
SENAT.
Séance du 18 Janvier 1841.

PRESIDENCE DE MR. GARCIA.

Scott de Baton Rouge a présenté un rapport pour objet d'inviter le gouverneur à demander au Congrès la somme destinée à la construction d'un poste militaire à Baton Rouge.

M. Scott de Feliciana donne avis qu'il présentera prochainement un bill relatif aux terres publiques dans la paroisse de Feliciana et Ouest Feliciana.

M. Sparrow donne avis qu'il présentera prochainement un bill dont l'objet est de transporter certains documens relatifs à une paroisse dans une autre du neuvième district judiciaire.

M. Davidson demande que le bill concernant la réduction du traitement des officiers de l'Etat, subisse immédiatement la discussion.

M. Crow fait observer que ce bill qu'il ne paraît point important, est cependant très important à plusieurs membres qui conviendront d'en renvoyer l'examen à un autre jour. Le Sénateur d'Orléans a paru prendre ce bill un intérêt tout particulier, il serait à désirer qu'il fut présent pour participer aux débats. C'est d'ailleurs l'usage constant du Sénat d'en agir ainsi, dans de semblables circonstances.

M. Davidson ne saurait accorder la demande faite par le Sénateur de Attak par; il pense que son devoir ne lui permet point de consentir à un ajournement. Le bill dont il s'agit a été mûrement l'ordre spécial du jour à la requête de M. Hon lui-même. Il est sans doute à regretter que le Sénateur d'Orléans ne soit pas présent, mais la faute n'en est en fait. Si la discussion est remise, le même convient ne reproduire, d'autres membres seront absents. Au reste il y a dans le cas du Sénateur d'Orléans un autre remède que l'ajournement, c'est celui de faire enregistrer son vote après la discussion, c'est également une erreur; C'est un mode de procéder formellement interdit par le manuel de Jefferson.

M. Davidson prend de nouveau la parole et persiste à demander la discussion immédiate. Si plusieurs membres sont absens pour le moment, ce n'est pas sa faute; cette circonstance ne le touche aucunement; il connait ses devoirs et sait s'y conformer, que les autres en fassent autant. Il se pourra bien qu'en définitif on prononce l'ajournement d'un vote après la discussion, mais on peut obtenir la dépense.

M. Barcia, croit devoir insister sur la remise de la discussion, attendu qu'il n'est pas suffisamment informé quant aux réductions proposées. Il désire que l'on fixe un jour où le Sénat pourra se trouver au complet. Il existe, il est vrai, un comité nommé pour l'examen de l'Intendance de Baton-Rouge, les membres de ce comité sont à la veille de s'absenter, mais un petit délai suffirait pour en faire la discussion à l'époque de leur retour. Quant à la suspension des règles, pour enregistrer le vote d'un absent après la discussion et après l'ajournement, le manuel de Jefferson le permet, mais c'est un moyen impraticable, et dont le résultat serait évidemment dans certains cas de faire figurer sur le journal un vote qui n'a pas été donné, ce qui certainement aurait été donné de la part du Sénat.

M. Bossier propose de renvoyer la discussion à demain, à midi.—Cette motion est adoptée.

ACTE

Pour réduire le salaire des Officiers de l'Etat de la Louisiane.

Section 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale: Que à compter de la passation de cet acte, le salaire des divers officiers de l'Etat sera réduit comme suit: Le salaire du gouverneur de l'Etat, à l'expiration des fonctions de celui qui est actuellement en place, sera de quatre mille piastres; le salaire de l'avocat-général sera de quinze cents piastres; le salaire du trésorier de l'Etat sera de trois mille cinq cents piastres; le salaire du greffier de la Cour d'Appel sera de trois cents piastres; le salaire de l'adjudant et inspecteur-général sera de deux mille cinq cents piastres de salaire de l'auditeur sera de deux mille cinq cents piastres; le salaire du secrétaire d'Etat sera de deux mille cinq cents piastres; le salaire du greffier de la Chambre des Représentans sera de deux mille cinq cents piastres; le salaire de juge de la Cour Criminelle sera de deux mille cinq cents piastres; le salaire du juge de la Cour de Commerce sera de trois mille piastres; le salaire du juge de la Cour de Premier District sera de trois mille piastres; le salaire des neuf juges de District sera de deux mille cinq cents piastres chacun; le salaire des deux avocats de District sera de cents piastres chacun.

Sec. 2 Il en de plus décrété, etc., que la place de Président des Examinateurs des Travaux Publics soit abolie, et que le gouverneur nomme, de l'avis et du consentement du Sénat, un Ingénieur Civil qui sera président du Bureau des Travaux Publics, qui remplira toutes les devoirs imposés au président par les lois actuelles, dont le salaire sera de quatre mille piastres par an; que le Bureau des Travaux Publics soit un plus tard composé du susdit ingénieur d'Etat, et de deux autres ingénieurs civils, qui seront nommés par le gouverneur, de l'avis et du consentement du Sénat, qui auront chacun un salaire de trois mille piastres par an; que le susdit